

# Deux ans après la crise UBS, les fautes sont dévoilées sans ménagement

Berne, le 14 octobre 2010

## Communiqué

### Deux ans après la crise UBS, les fautes sont dévoilées sans ménagement

Il faut désormais rapidement mettre en œuvre les recommandations contre « too-big-to-fail » et mettre fin aux excès des bonus

---

**Le PLR. Les Libéraux-Radicaux salue le « Rapport sur la transparence » de l'UBS. Deux ans après un sauvetage sans précédent de l'UBS par la Confédération et la BNS, le rapport met en lumière les graves fautes commises par le Conseil d'administration et la direction dans les activités transfrontalières avec les Etats-Unis et les opérations pour compte propre avec des produits structurés – particulièrement sur le marché immobilier américain. A l'échelon international, l'UBS n'était pas la seule banque à s'être laissée piéger, mais en Suisse, elle a été le cas grave qui a conduit toute la place financière suisse au bord du gouffre. L'UBS devra encore faire preuve de détermination afin de mettre en œuvre au plus vite les recommandations pour remédier à la problématique « too-big-to-fail » et éviter les excès des bonus.**

Comme le Conseil fédéral, l'UBS renoncera à poursuivre le Conseil d'administration et la direction de l'UBS de l'époque. Bien que le PLR. Les Libéraux-Radicaux comprenne l'amertume dans la population, un rapport indépendant indique que de telles poursuites ne feraient que freiner la remise à flot de la banque et encourageraient les plaintes venant de l'étranger. Les avocats étrangers en profiteraient pendant que les actionnaires, les caisses de pension et les employés de l'UBS paieraient les pots cassés. Enfin, même le contribuable serait pénalisé vu la baisse de l'impôt sur le bénéfice de l'UBS que de telles poursuites engendreraient.

La tâche des dirigeants actuels de l'UBS consistant à regagner la confiance des clients et de la population est aujourd'hui d'autant plus importante. Le rapport montre, dans l'aventure des actifs immobiliers américains, l'échec de la stratégie de croissance, le manque de limites quant au volume du bilan, les grossières erreurs dans la politique de rémunération et, de facto, l'absence de controlling ayant mené à cette crise. Les recommandations du groupe de travail « too-big-to-fail » de la Confédération permettront d'éviter certains pièges ; au Parlement de les mettre en vigueur dans leur ensemble et aux grandes banques de les mettre en œuvre rapidement. Pour éviter de nouvelles erreurs graves comme celles commises aux Etats-Unis, le PLR exige que sa « stratégie financière internationale » soit mise en œuvre de manière cohérente afin d'éviter le dépôt d'argent non déclaré.

En outre, politiquement, il est aujourd'hui prioritaire que les excès dans la rémunération de bonus cessent. Le Président de l'Association anglaise de l'industrie a récemment affirmé que les excès des bonus avaient l'effet d'un poison pour des Etats et des citoyens contraints par ailleurs à la rigueur financière et qu'ils élargissaient le fossé entre le secteur financier et la population. Ceci est aussi valable pour la Suisse. Les promesses et « la nouvelle culture », placée sous le signe de la modestie, doivent maintenant faire leurs preuves.

---

## Contacts :

Martine Brunschwig Graf, conseillère nationale et vice-présidente du Groupe, 079 507 38 00

Gabi Huber, conseillère nationale et Présidente du Groupe, 076 331 86 88

Rolf Schweizer, conseiller aux Etats, 076 398 09 01

Philipp Müller, conseiller national, 079 330 20 79

Philippe Miauton, porte-parole, 079 277 68 41